

RDC Sondage d'opinion publique Elections 2018: Une majorité pas-si-silencieuse



“

Il est bon de dire qu'il n'y a pas consensus sur la machine à voter parce que tel a dit à la radio que : « je suis contre ! »

Mais tenez aussi compte de la majorité silencieuse qui ne passe pas à la radio. Et qui a évalué pour dire que c'est la majorité qui est contre ? Avez-vous fait un référendum là-dessus? Non !

Qu'on dépolitise cette question. ”

Corneille Nangaa,

Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante

Le 11 juillet 2018

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'histoire et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur : www.gecongo.org

Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont conjointement coordonnés par la fondation BERCI, ASBL.

Photo d'illustrations - Page de garde : John Wessel @JOHN WESSEL/AFP (Ref. 0Q7P2); p.6: Banderole Kabila, «hier, aujourd'hui et demain», le 25 juin, 2018 by Timo Mueller, @MuellerTimo,; P. 7 : Illustration de la Cour Pénale Internationale par Damien Roudeau; p. 8: Réunion de la Majorité Présidentielle, le 29 juillet 2018 @politico.com; p.9 Magistrats vèreaux, Katanga Post @ Katangapost.com; p.10. Photo CNS par Keeny Katombe @Reuters; p.11 : Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, à Pretoria, le 25 juin 2017. © Phill Magakoe/AFP ; p.14: Moise Katumbi @Reuters; Félix Tshisekedi, John Bopenga; Kabila @ Reuters/Kenny Katombe; Vital Kamerhe @AFP/Jean-Baptiste Baderha.

Table des Matières

4

Résultats Principaux

5

Méthodologie

6

Introduction

8

La légitimité
des élections

11

Les opinions
politiques générales

14

La course
à la présidentielle

17

La course
aux législatives

19

L'engagement
International

Les résultats principaux

Le Bureau d'études, de recherches, et de Consulting international (Berci), et le Groupe d'Etude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York, avec le soutiendu *Social Science Research Council (SSRC)* basé à New York, ont réalisé un sondage d'opinion représentatif à l'échelle nationale dans les 26 provinces de la République Démocratique du Congo pendant la première semaine du mois de juillet 2018. Le sondage a été réalisé à l'approche des élections nationales et provinciales, actuellement prévues pour le 23 décembre 2018, afin de mieux comprendre l'attitude du public congolais face à l'agitation politique qui secoue le pays au moment où celui-ci se dirige vers les élections. Les résultats du sondage indiquent que :

- Les élections seront très contestées. Soixante-deux pourcent des personnes interrogées ne font pas confiance à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour mener des élections libres et transparentes et le même pourcentage ne pense pas que les tribunaux trancheront les différends électoraux équitablement. Une pluralité (45%) des épondants déclare que si le candidat du Président Kabila gagne, ils n'accepteront pas les résultats--ce qui est extrêmement préoccupant. Environ la moitié des répondants déclare qu'ils participeraient à une manifestation si les élections étaient truquées ou retardées.
- Dans la course pour la présidence, l'opposition est de loin plus populaire que la coalition au pouvoir, mais Felix Tshisekedi, Jean-Pierre Bemba, et Moïse Katumbi sont maintenant à égalité en termes statistiques. Peut-être plus important encore, si l'opposition ne s'unit pas, la coalition au pouvoir pourrait gagner une élection libre et transparente--chacun des leaders de l'opposition aurait environ 19 à 17% des votes, tandis que tous les candidats qui font partie de la coalition de Kabila récolteraient environ 19% des suffrages (15% sans Adolphe Muzito).
- L'opposition devrait-elle présenter une candidature unique? La question est devenue d'autant plus importante depuis la libération de Bemba. Cinquante-sept pourcent des répondants aimeraient que l'opposition se réunisse derrière une candidature unique pour l'élection présidentielle. Les répondants ont plébiscité pour ce poste Moïse Katumbi (28 %) et Félix Tshisekedi (26 %), suivi de Jean-Pierre Bemba (20%).
- Il y a une large approbation pour l'acquittement de Jean-Pierre Bemba rendu par la Cour pénale internationale (CPI), décision publiée plusieurs semaines avant le scrutin. Quatre-vingt-trois pour cent des répondants pensent que sa libération était une bonne chose ; comparativement 66% pensait que sa peine était injuste dans le sondage que nous avons mené en octobre 2016. L'approbation de la libération de Bemba est sans doute favorisée par la forte impopularité de Kabila (74% ont une mauvaise opinion de lui). Néanmoins -- ou peut-être à cause de son acquittement -- la majorité des Congolais (68%) ont tout de même une bonne opinion de la CPI.
- L'électorat est impatient en raison des retards incessants du processus électoral. Les répondants sont divisés en proportion presque égale sur la question de savoir si les élections devraient être retardées afin que le processus puisse être rendu plus crédible ; 36% ne sont pas favorables à la révision du fichier électoral pour éliminer les irrégularités ; et un pourcentage similaire déclare qu'ils ne sont pas favorables à la révision de la répartition des sièges pour refléter les corrections éventuelles de la loi électorale. Pourtant, malgré leur impatience, 66% des répondants ne sont pas en faveur des machines à voter électroniques.
- Bien que le soulèvement de Kamina Nsapu ne fasse plus la une des journaux, 73% des répondants de l'ancienne province du Kasaï occidental pensent que leur sécurité n'a pas changé depuis 2016. Soixante-neuf pourcent des répondants de l'ancienne province de l'Équateur, ainsi que 65% du Nord-Kivu pensent de même. Pendant ce temps, pour 72% des répondants de Kinshasa, et 71% du Maniema, la situation a empiré.
- La campagne pour un troisième mandat de Kabila gagne du terrain. Par rapport à février, le nombre de personnes qui voteraient pour Kabila est passé de 6 à 9% au niveau national et de 21 à 37% dans l'ancienne province orientale, son dernier et unique bastion.

Les sondages ont été réalisés via des entretiens téléphoniques de 1154 personnes âgées de 18 ans à travers les 26 provinces du pays sélectionnées à partir d'une liste de 2000 numéros de téléphone cellulaire obtenus lors de l'enquête représentative au niveau national de BERCI/GEC de 2016 qui s'est déroulée au domicile des répondants. Le taux de réponses était de 57%. La marge d'erreur était de +/- 3 %

Méthodologie

Ce sondage fait partie d'une série d'enquêtes représentatives menées par le Bureau d'études, de recherches, et de Consulting international (Berci) et le Groupe d'Etude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York. Il a été mené en collaboration avec le Social Science Research Council, (SSRC) basé à New York.

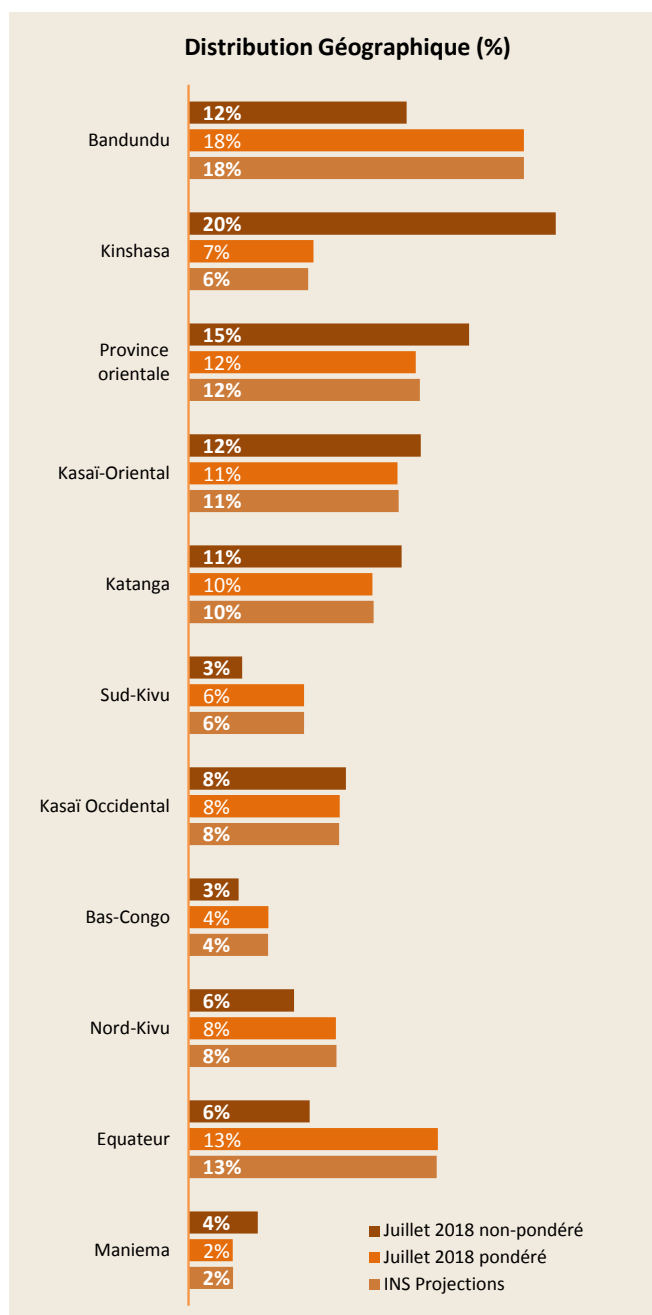
Ce sondage téléphonique a été mené du 30 juin au 8 juillet, avec un échantillon de 1154 personnes âgées de 18 ans et plus, et enregistrées sur des tablettes électroniques à l'aide de l'Open Data Kit (ODK). Les répondants ont été recrutés dans les 26 provinces à partir d'une liste de 2000 numéros de téléphone cellulaire obtenus lors du sondage de Berci/GEC de 2016 réalisé au domicile des répondants, à l'échelle nationale dans plus de 400 sites d'enquête. La base de données des interviews à domicile a fourni des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants — leur classe sociale, leur niveau d'instruction, leur lieu de résidence et leur âge — ainsi que leur coordonnée GPS. Les interviews ont été téléchargées directement sur un serveur hébergé à distance par Ona.IO, accessible à tous les partenaires en temps réel. La marge d'erreur du sondage était de +/- 3% et le taux de réponse de 57%.

Un contrôle de qualité final a été ensuite effectué pour supprimer les enregistrements incomplets et ou les doublons. Nous avons pondéré les résultats en fonction du sexe des répondants et de leur localisation géographique afin que la distribution de ces deux variables corresponde aux données démographiques de l'Institut National de la Statistique (INS). Les résultats de l'enquête indiquent qu'il n'y a pas de différences statistiquement significatives entre les données brutes et les résultats pondérés, à l'exception des questions concernant les intentions de vote pour l'élection présidentielle et les législatives, ainsi qu'en ce qui concerne la perception des partenaires internationaux, qui varient sensiblement selon la localisation géographique. Cette cohérence des résultats semble confirmer, ce que nos sondages précédents avaient suggéré que l'opinion publique congolaise ne varie pas beaucoup en fonction de l'âge, du sexe, de la classe ou du lieu de résidence, dans la plupart des cas. L'analyse suivante ne présente que des données pondérées, à l'exception de la perception des partenaires internationaux, afin de faciliter la comparaison avec nos autres sondages Berci/GEC.

Les pourcentages présentés dans ce rapport ont été arrondis au chiffre près, ce qui pourrait, une fois additionnés, totaliser parfois plus ou parfois moins de 100%. Les

analyses provinciales se sont faites en général sur base des 11 provinces qui existaient avant 2015 car la taille de l'échantillon ne permettait pas d'obtenir une grande précision au niveau des 26 provinces.

Les enquêteurs ont été supervisés étroitement afin de détecter ceux qui se sont précipités à terminer l'interview en deçà de la durée impartie, avait tendance à sauter des questions, ainsi que d'autres indicateurs de qualité. Un feedback a été fourni aux équipes sur une base régulière.



Introduction

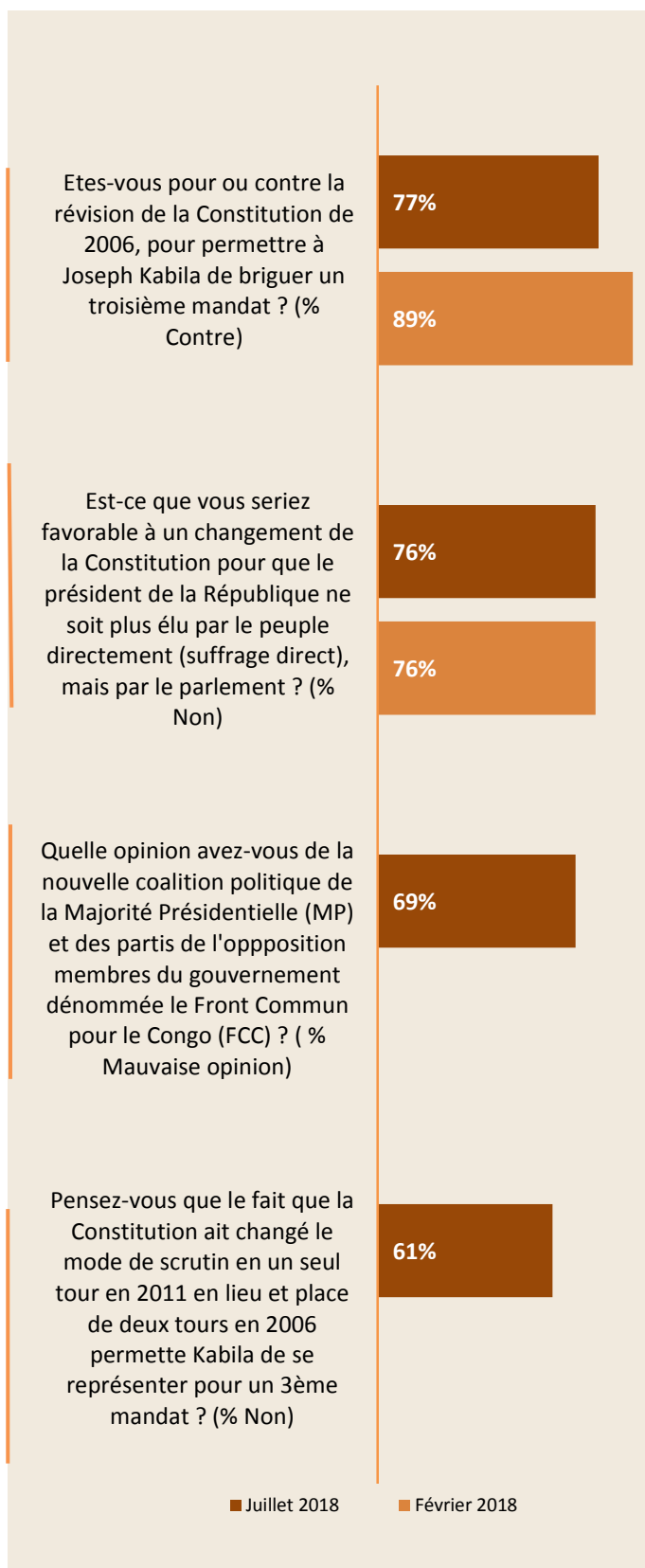
Les prochaines semaines au Congo seront extrêmement tumultueuses. D'ici le 8 août, tous les aspirants présidentiels devront être enregistrés pour le vote. D'ici là, le public saura si le Président Joseph Kabila s'abstiendra de concourir pour un troisième mandat— ce qui est interdit par la Constitution--ou soutiendra un "dauphin", un successeur au sein de sa coalition. Bien que le premier ministre, Bruno Tshibala, ait confirmé le 15 mars que Kabila ne serait pas candidat aux élections, les proches du Président l'ont encouragé à concourir, et des banderoles ont été mises en place à travers tout le pays avec comme slogan : "Joseph Kabila, Président de la RDC : hier, aujourd'hui et demain".



Cette campagne, la nouvelle coalition qui réunit la majorité présidentielle, les opposants membres du gouvernement et la société civile proche du pouvoir, dénommée Font commun pour le Congo (FCC), ainsi que d'autres déclarations publiques faites par les alliés de Kabila entretiennent la spéculation selon laquelle le Président pourrait tenter de briguer un troisième mandat, malgré le fait que :

- 77% des répondants ne sont pas favorables à une révision constitutionnelle pour permettre à Kabila de se présenter pour un troisième mandat;
- 76% ne sont pas favorables à un changement constitutionnel pour permettre au Président d'être élus indirectement par le Parlement;
- 69% d'entre eux ont une mauvaise opinion du FCC;
- 61% ne pensent pas qu'étant donné qu'un amendement de la Constitution ait changé le mode de scrutin de deux tours à un tour en 2011, puisse permettre à Kabila de concourir pour un 3ème mandat.

D'ici le 8 août, nous devrions également savoir si Moïse Katumbi, qui est actuellement en exil, et Jean-Pierre Bemba, récemment acquitté des charges à son encontre par la CPI, seront en mesure de participer à la course présidentielle.



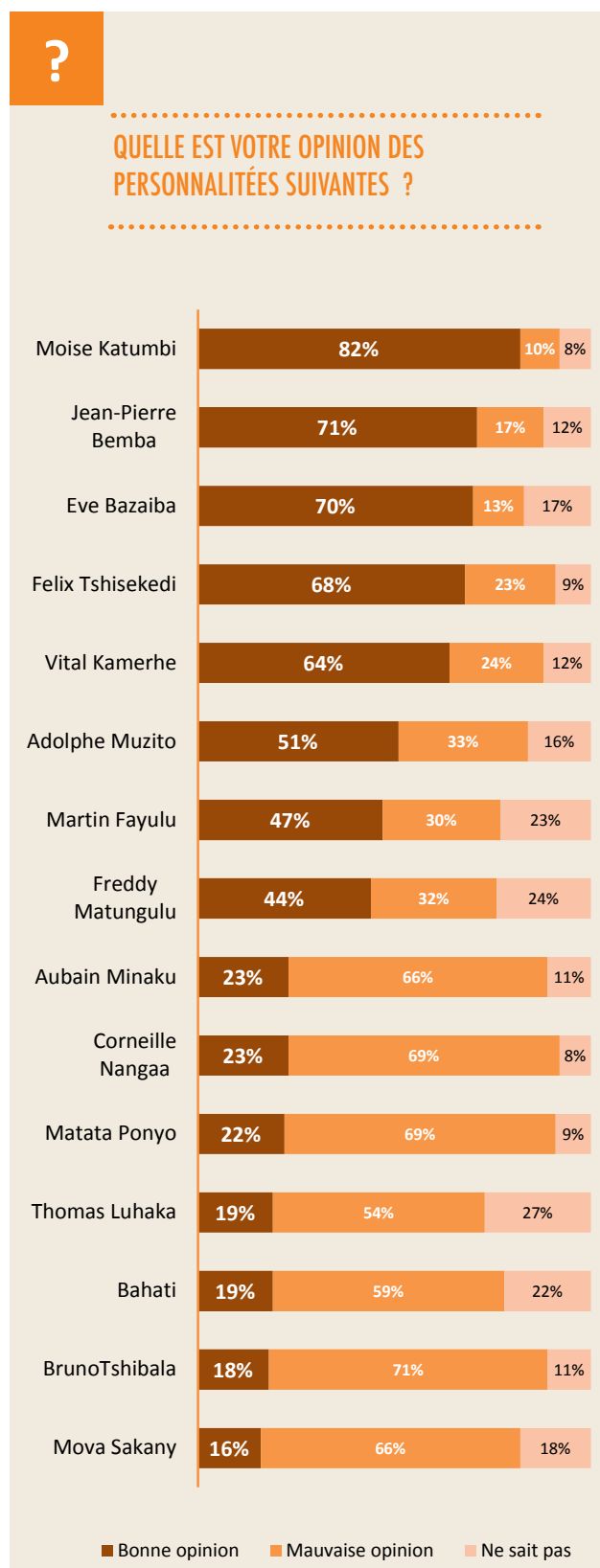
Le 8 juin 2018, Bemba a été acquitté en appel des charges de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par la CPI, après avoir passé une décennie derrière les barreaux. Le 13 juillet, il a reçu son nouveau passeport biométrique congolais, et a annoncé, ensuite, son retour à Kinshasa pour le 1er août. Katumbi, d'autre part, a été condamné en juin 2016 par contumace à 36 mois de prison par un tribunal congolais pour avoir vendu illégalement des biens immobiliers. Il a annoncé son retour au pays à plusieurs reprises, plus récemment d'ici le 3 août. Le gouvernement congolais n'a pas répondu à sa demande d'un nouveau passeport biométrique, après que son ancien passeport ait été confisqué par les autorités belges le 14 juin dernier à l'aéroport de Bruxelles.



Felix Tshisekedi, fils du défunt chef de l'opposition Etienne Tshisekedi, est également un candidat sérieux à la présidence ; son meeting politique à Kinshasa en avril 2018 est le premier qui ait été autorisé par le gouvernement depuis l'interdiction des manifestations publiques en 2016 et ait eu lieu pendant qu'il négociait l'inhumation de son père au Congo. Par ailleurs, le 25 mai, Felix Tshisekedi et Katumbi ont rendu publique une déclaration commune préconisant une candidature unique de l'opposition pour la présidentielle.

En outre, les trois prétendants sont toujours parmi les personnalités politiques les plus populaires par rapport à février 2018 avec :

- 82 % des répondants ont une bonne opinion de Moïse Katumbi (une augmentation de seize points) ;
- 71% de Bemba (en hausse de cinq points) ;
- 70 % d'Eve Bazaïba, Secrétaire générale du MLC (une diminution de deux points) ;
- 68% de Felix Tshisekedi (en hausse de deux points) ;
- 64% de Vital Kamerhe (une augmentation de huit points).



La légitimité des élections

La commission électorale nationale indépendante

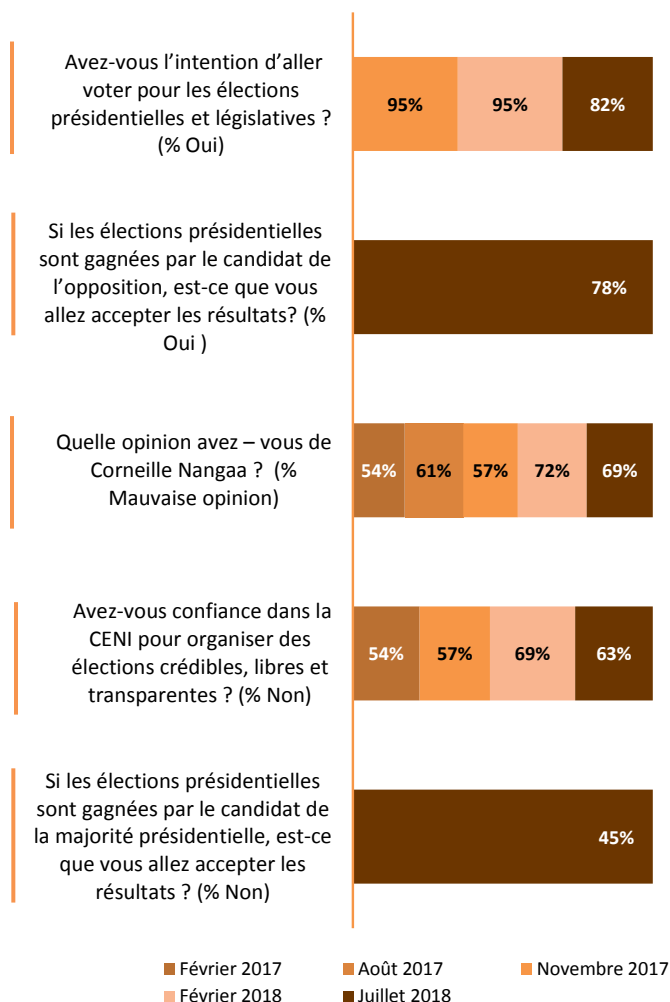
Peu de Congolais pensent que les élections à venir seront crédibles. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient confiance en la Commission électorale (CENI) pour organiser des élections justes et transparentes, seulement 25% ont dit « oui ». En effet, 69% ont une mauvaise opinion de son Président, Corneille NANGAA -- bien qu'il ait récemment déclaré que sa mission « n'est pas d'être populaire ou de forger la confiance, ma mission est d'organiser des élections ». Plus troublant, c'est qu'une pluralité de Congolais -- 45% -- n'accepterait pas les résultats si le candidat du parti au pouvoir gagnait. Ce scepticisme est enraciné dans une série de controverses



Ma mission n'est pas d'être populaire ou de forger la confiance, ma mission est d'organiser des élections.

Corneille Nangaa,
Président de la CENI, juin 2018

dans lesquelles la CENI s'est empêtrée. En septembre 2017, elle a annoncé qu'elle avait l'intention d'utiliser des machines à voter pour les prochaines élections à venir, provoquant la crainte du chaos et un manque de transparence. En Afrique, la Namibie est le seul pays africain qui a utilisé des machines similaires, mais son électorat représente 3% de celui du Congo, et la Commission électorale a investi beaucoup de temps pour tester les machines et éduquer la population. D'autres expériences suggèrent que, afin de prévenir les controverses et les problèmes logistiques, les machines à voter devraient être introduites graduellement, par le biais d'élections à faible enjeu politique, avant d'être utilisées pour les élections nationales et la confiance dans la Commission électorale devrait être élevée. Soixante-six pourcent des répondants, de notre sondage de juillet 2018 ne sont pas favorables à l'introduction de la machine de vote, surnommée communément la « machine à voler ». Le processus d'enregistrement des électeurs, que la Commission électorale a clôturé en février 2018, a également soulevé des questions. Selon une analyse menée par l'Organisation Internationale de la francophonie (OIF), sur les 40 millions d'électeurs inscrits, plus de 6 millions n'ont pas d'empreintes digitales dans leur dossier et un autre volet de 6 millions sont des « doublons » (doubles inscriptions) ou des mineurs d'âge. En outre, 1 million de cartes d'électeur n'ont pas été comptabilisées, faisant craindre que des millions de suffrages pourraient être compromis le jour du vote.



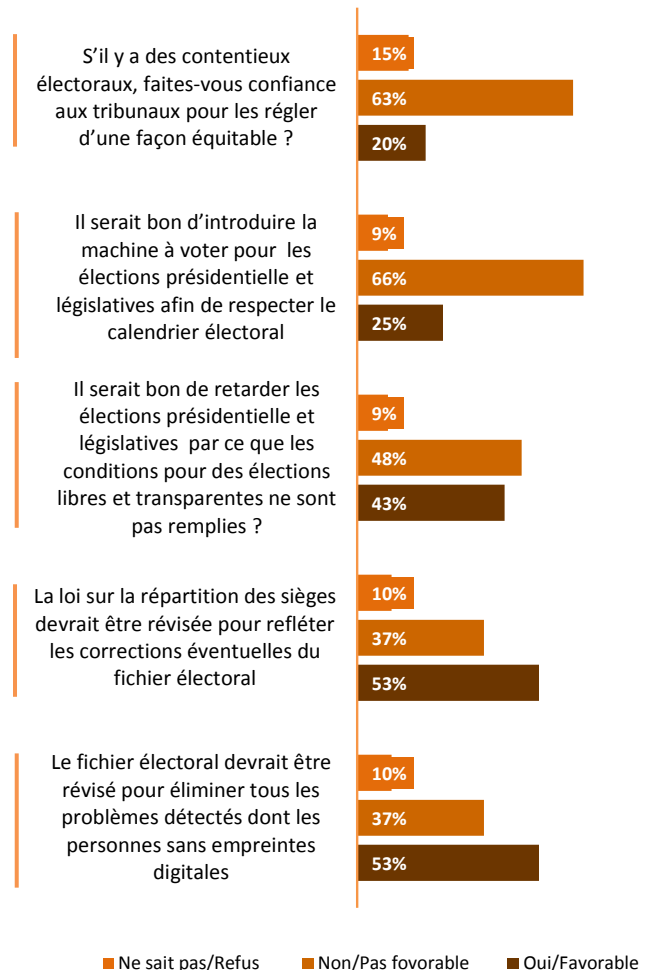
Ce scepticisme s'exprime également envers les tribunaux qui devront se prononcer sur les contentieux électoraux. Soixante-deux pourcent des sondés ont déclarés ne pas leur faire confiance. La nomination récente de trois nouveaux juges en remplacement des départs de la Cour constitutionnelle de neuf membres – qui connaîtra les contentieux électoraux liés aux élections législatives nationales et présidentielle – a probablement contribué à cela. Deux de ces trois juges sont connus pour être proches du Président Kabila, tandis que les trois sortants de la Cour ont souvent exprimé leurs réserves ou se sont abstenus de prendre des décisions qui pourraient bénéficier au Président. Pourtant, ce scepticisme envers la magistrature n'est pas nouveau : en 2016, un sondage Berci/GEC a révélé que 63% des répondants ne faisaient pas confiance aux Cours et Tribunaux.



Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine se sont déclarés préoccupés par la poursuite de la détérioration de la situation en matière de sécurité et de la situation humanitaire en République démocratique du Congo. Tout en prenant note des étapes clés franchies dans le processus électoral, ils ont fait part de l'inquiétude que leur inspirent les difficultés restant à surmonter pour renforcer la confiance dans le processus.

Communiqué conjoint publié par les membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, SC/13430, Nations Unies, 19 Juillet, 2018

Compte tenu de cette situation, il semblerait qu'il existe des opinions divergentes quant à savoir s'il vaudrait mieux attendre et réformer le processus électoral ou faire avancer les choses. Lorsqu' on leur a demandé si il valait mieux retarder l'élection présidentielle et les législatives parce que le processus n'était pas libre ou transparent, 43% des répondants y étaient favorables, contre 48% qui ne l'étaient pas. Même lorsqu'on leur a demandé si le fichier électoral devait être révisé pour éliminer les électeurs sans empreintes digitales, ou si la Loi sur la répartition des sièges devrait être modifiée pour refléter les changements au fichier électoral, seulement 52% y était favorables. Cela reflète soit l'impatience pour la tenue des élections ou le cynisme selon lequel les réformes auraient très probablement peu d'impact.



Les opinions politiques générales

En général, l'opinion publique n'a pas beaucoup changé en ce qui concerne l'appréciation du gouvernement et de la présidence. La plupart des gens ont une mauvaise opinion du Président Kabila —74%, légèrement en baisse par rapport aux 80% en février 2018-- et 80% désapprouvent le gouvernement du premier ministre Bruno Tshibala, en hausse de 10 points comparé à février 2018. Toutefois, lorsqu'on leur a posé des questions sur leur avenir personnel et celle du pays au cours des cinq prochaines années, 67% des répondants se sont sentis «très ou plutôt optimistes», contre 82% en février, une chute de 15 points. De même, l'optimisme en ce qui concerne l'avenir du pays a chuté de 11 points à 53% de « très/ plutôt optimiste » depuis le sondage de février dernier.

Sécurité des biens et personnes

La majorité des répondants (52%) ne pensent pas que leur sécurité personnelle ou celle de leurs biens ait changé depuis 2016, tandis que pour 34% des répondants elle s'est détériorée. Néanmoins, une ventilation par province montre des variations importantes. Bien que le soulèvement de Kamina Nsapu ne soit plus à la une des journaux tant nationaux qu'internationaux, 72% des répondants de l'ancienne province du Kasai occidental pensent que leur situation en matière de sécurité n'a pas changé depuis deux ans. Il en est de même pour 69% des répondants de l'ancienne province de l'Equateur, et 65% du Nord-Kivu. Cependant, pour 72% des répondants de Kinshasa et 71% des répondants du Maniema, la situation s'est aggravée par rapport aux deux dernières années.

Mobilisation Populaire

La mobilisation populaire a été un facteur important dans le processus électoral. En janvier 2015, des manifestations à Kinshasa ont contraint le gouvernement à abandonner une proposition de recensement général de la population avant la tenue des élections, ce qui aurait pu retarder les élections de plusieurs années. La mobilisation dirigée par le Comité Laïc de Coordination, (CLC), une organisation catholique, en début d'année 2018, a entraîné par la suite une pression accrue des gouvernements régionaux et des donateurs sur Kabila. En effet, les protestations de rue seront probablement un facteur déterminant qui structurera les prochaines élections. Lorsqu'on leur a demandé s'ils participeraient à une manifestation si les élections étaient retardées ou truquées, la moitié des répondants (50%) ont dit oui, une augmentation importante de 36% comparée à 2016.



Le nombre important de morts pendant les manifestations de ces deux dernières années, combiné à la fragmentation de l'opposition, semblent avoir dissuadé l'opposition à entreprendre des nouvelles initiatives de grande envergure sur ce front.

Conflict Trends (N°61),
ACLED, Septembre, 2017

Nonobstant, 58% des répondants soutiennent l'ultimatum du CLC et de la société civile concernant la reprise des manifestations publiques si Kabila ne déclare pas explicitement qu'il ne se représentera pas pour un troisième mandat. Des larges majorités de nos répondants ont également formulé une opinion positive des différentes organisations qui ont dirigé les manifestations, et des opinions moins bonnes envers les forces de sécurité :

- 77% des répondants ont une bonne opinion du CLC;
- 68% de LUCHA;
- 67% de Filimbi;
- 30 % de la police nationale;
- 26% des forces armées congolaises, FARDC;
- 18% de la Garde Présidentielle;
- 18% de l'Agence Nationale de Sécurité, ANR.

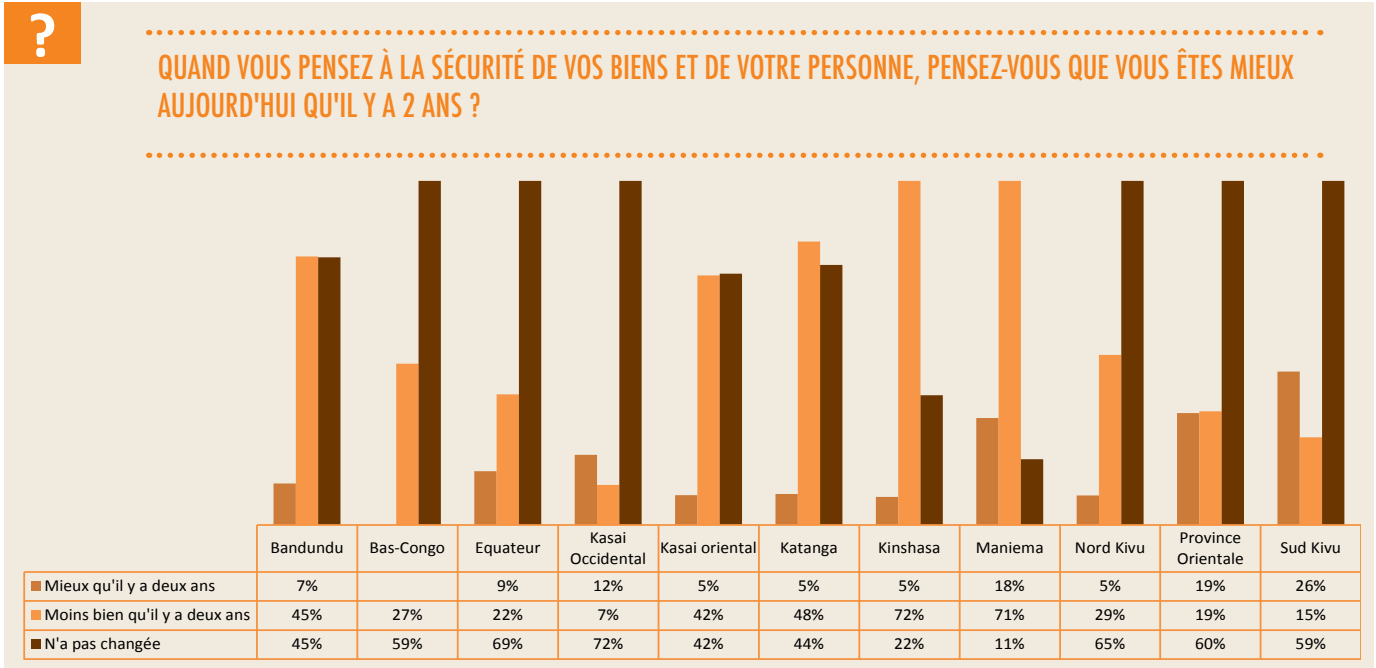
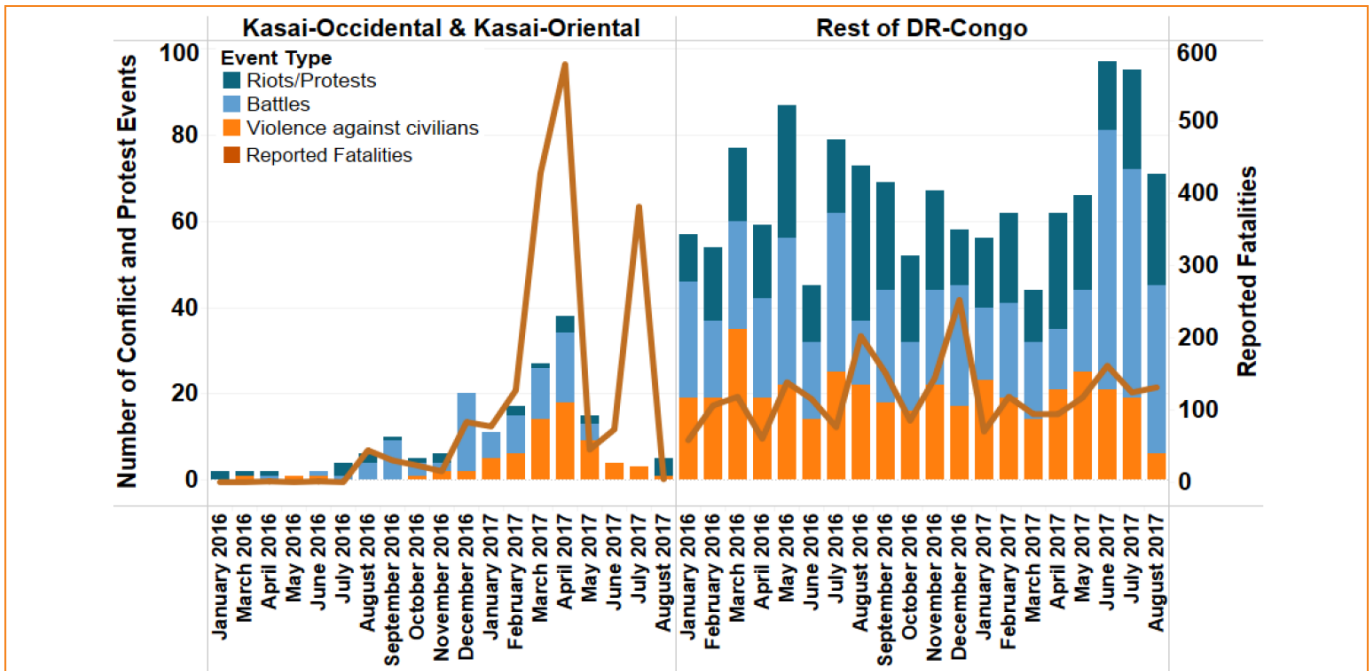


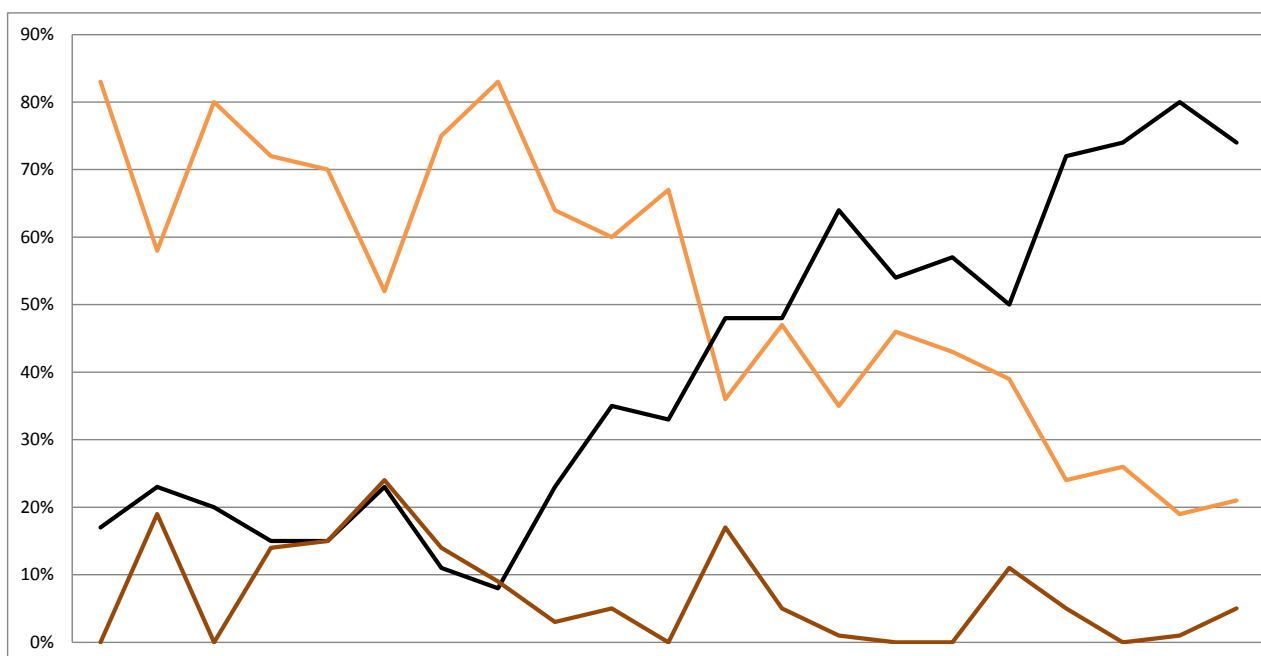
FIGURE 1 | NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VIOLENTS ET DE FATALITÉS RAPPORTÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ET PROVINCE (JANVIER 2016- AOÛT 2017)



Source: Conflict Trends Report CONFLICT TRENDS (NO. 61) - REAL-TIME ANALYSIS OF AFRICAN POLITICAL VIOLENCE, SEPTEMBRE 2017



AVEZ-VOUS UNE BONNE OU MAUVAISE OPINION DU PRESIDENT JOSEPH KABILA?¹



	Jul. 2001	Oct. 2001	Nov. 2001	Jan. 2002	Avril 2002	Fev. 2002	Jul. 2003*	Oct. 2003**	Oct. 2007*	Avril 2009	Juin 2010	Sept. 2011	Sept. 2014	Jan. 2015	Mar. 2015	Fev. 2016	Mai 2016*	Fev. 2017*	Aaût. 2017	Fev. 2018	Jul. 2018
■ Bonne opinion	83%	58%	80%	72%	70%	52%	75%	83%	64%	60%	67%	36%	47%	35%	46%	43%	39%	24%	26%	19%	21%
■ Mauvaise opinion	17%	23%	20%	15%	15%	23%	11%	8%	23%	35%	33%	48%	48%	64%	54%	57%	50%	72%	74%	80%	74%
■ Ne sait pas	0%	19%	0%	14%	15%	24%	14%	9%	3%	5%	0%	17%	5%	1%	0%	0%	11%	5%	0%	1%	5%

1. (*) Sondage national; (**) Sondage réalisé dans les capitales des 11 provinces, tous les autres sondages étant réalisés à Kinshasa. En mi-2016 la question posée était: «Soutenez-vous fortement, moyennement, ou pas du tout, la manière dont le Président Kabila gère son travail en tant que Président de la République? – “Fortement” et “moyennement” sont considérés comme « bonne opinion » et « pas du tout » est considéré comme « mauvaise opinion ».

La course à la Présidence

Les questions sur les élections présidentielle et législatives étaient des questions ouvertes : si les élections ont eu lieu dimanche prochain, pour qui voteriez-vous ? Les répondants pouvaient alors citer n'importe quel nom qu'ils voulaient, ce qui a donné lieu à une liste de 43 noms pour la course présidentielle et 163 noms de partis/alliances politiques pour la course législative. Ce qui, évidemment, ne reproduit pas la situation à laquelle seront confrontés les électeurs le jour des élections, où ils devront choisir à partir d'une liste beaucoup plus restreinte après plusieurs mois de campagne. Mais, cela donne, toutefois, une bonne idée sur la popularité des uns et des autres six mois avant les élections.

La compétition pour la course à la présidence a sensiblement changé au cours des quatre mois écoulés depuis le dernier sondage Berci/GEC. A l'époque, comme dans tous les autres sondages depuis la mi-2016, Moïse Katumbi avait une avance considérable sur Felix Tshisekedi, dans un environnement extrêmement fragmenté. La popularité de Katumbi a chuté depuis lors, et le retour de Bemba pourrait devenir un facteur majeur dans les élections. Si les élections avaient eu lieu maintenant, nos sondages suggèrent que les trois candidats de l'opposition se tiennent dans un mouchoir de poche statistiquement parlant: Tshisekedi, Bemba, et Katumbi auraient tous entre 17-19% des votes. L'analyse provinciale indique que Bemba est en tête dans l'ancienne province de l'Équateur. Il est également le principal candidat dans l'ancienne province du Bas-Congo avec 34% des intentions de votes, bien qu'il y ait un nombre élevé d'électeurs indécis (41%).

Moïse Katumbi est, actuellement, en première position dans trois provinces: l'ancienne province du Katanga avec 58% (une diminution de 8 points), le Nord Kivu avec 38% (une diminution de 1 point), et Maniema avec 24% (remplaçant Matata qui menait en février dernier avec un score de 36%). Pendant ce temps, Felix Tshisekedi a amélioré son score de 33 points dans l'ancien Kasai occidental, et de 9 points dans l'ancienne province du Kasai oriental, tandis que Joseph Kabila a augmenté de 16 points dans l'ancienne province orientale. L'ancien premier ministre, Matata Ponyo, n'est plus le principal concurrent au Maniema, sa province d'origine. Il a été remplacé par Moïse Katumbi qui partage la première place avec Vital Kamerhe dans cette province avec 24%. Ensemble, tous les candidats potentiels à l'élection présidentielle membres de la coalition au pouvoir regroupés obtiendraient actuellement autour de 15% des voix des personnes interrogées. Si Adolphe Muzito — du Parti lumumbiste unifié (PALU) reste très populaire dans les provinces du Kwilu, du Kwango et de Kinshasa—soutient le candidat de la coalition au pouvoir, cela pourrait ajouter encore 5% au candidat désigné de la majorité. Cela met en évidence la question de savoir si l'opposition peut s'accorder sur une candidature unique. Une étroite majorité des répondants (53%) y est favorable, bien que l'opinion soit divisée sur la personne qui devrait en être le représentant : 28% choisiraient Katumbi, 26% Tshisekedi, et 20% Bemba.

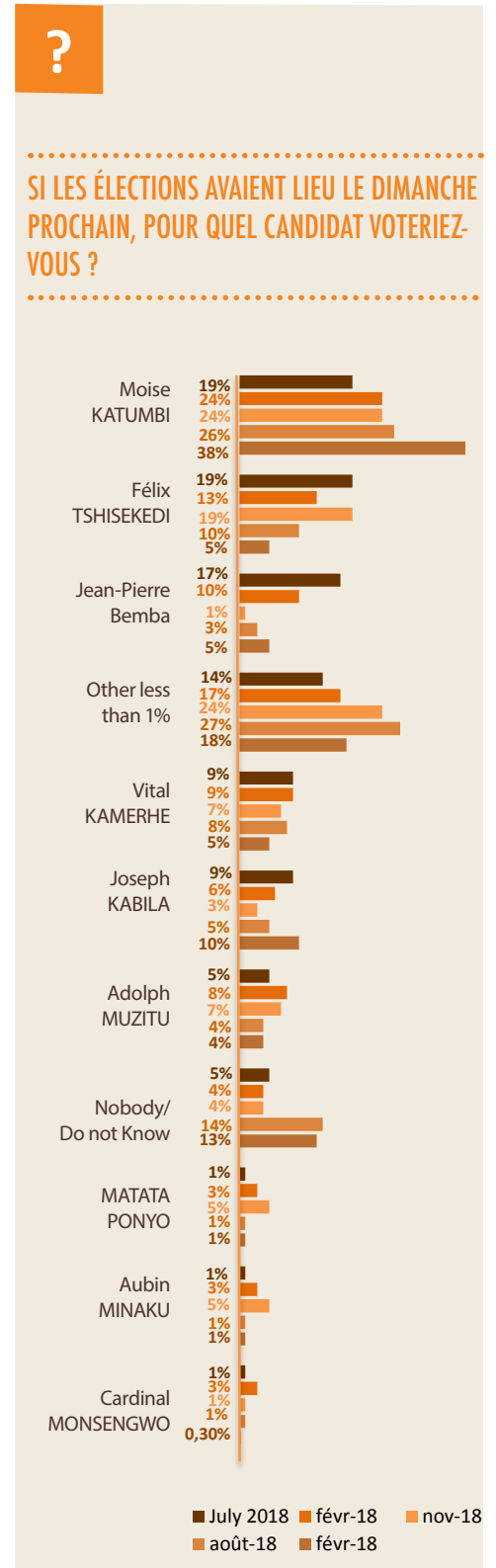
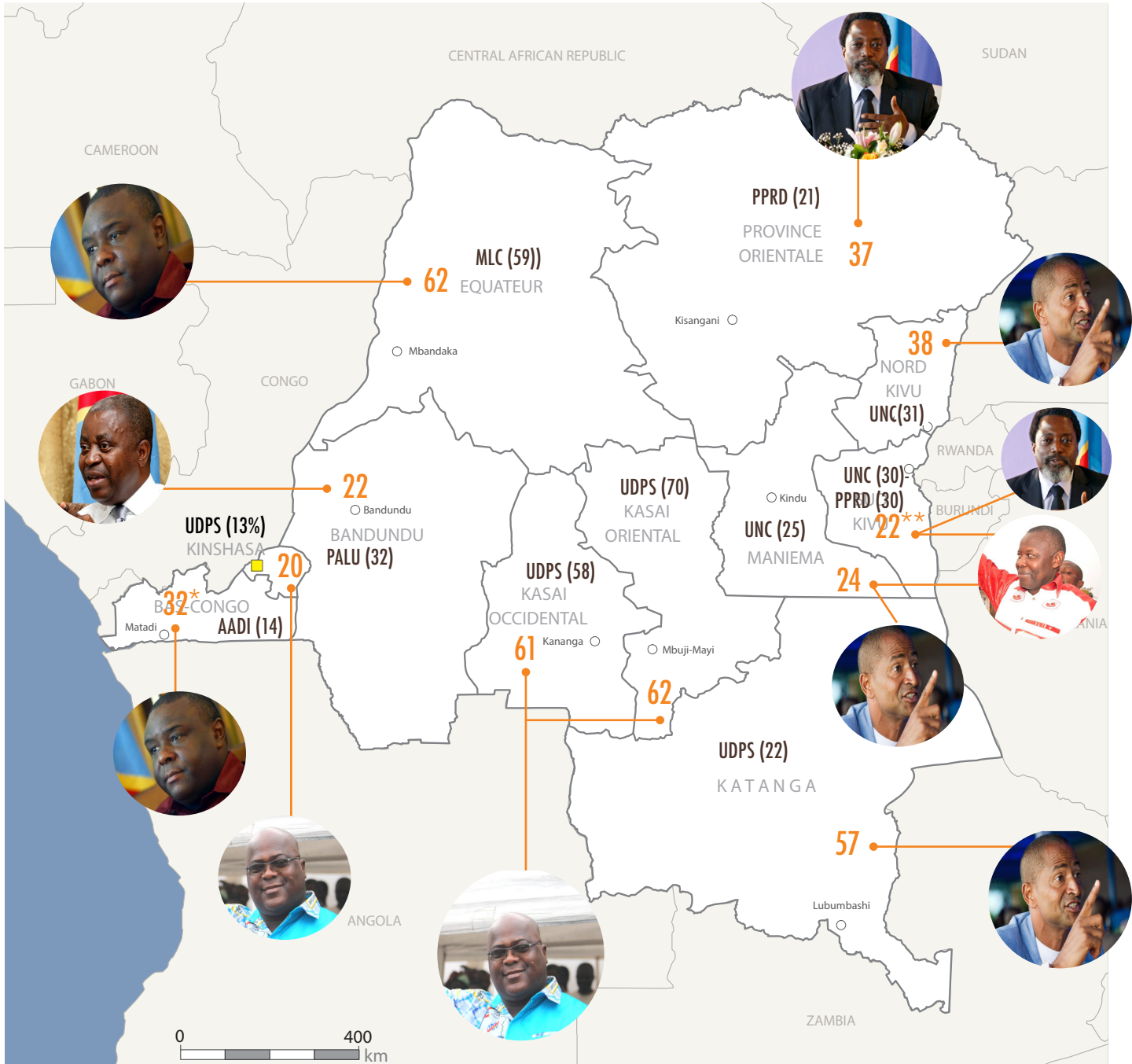


FIGURE 2 | CARTOGRAPHIE DES CANDIDATS ET PARTIS POLITIQUES PREFERES PAR 11 PROVINCE (%)²



2. (*) In the Bas-Congo province 41% of the respondents , and (**) 33% in the province of Sud-Kivu are still undecided.

FIGURE 3 | DISTRIBUTION DES INTENTIONS DE VOTE DES PRINCIPAUX CANDIDATS PAR 11 PROVINCES (%)

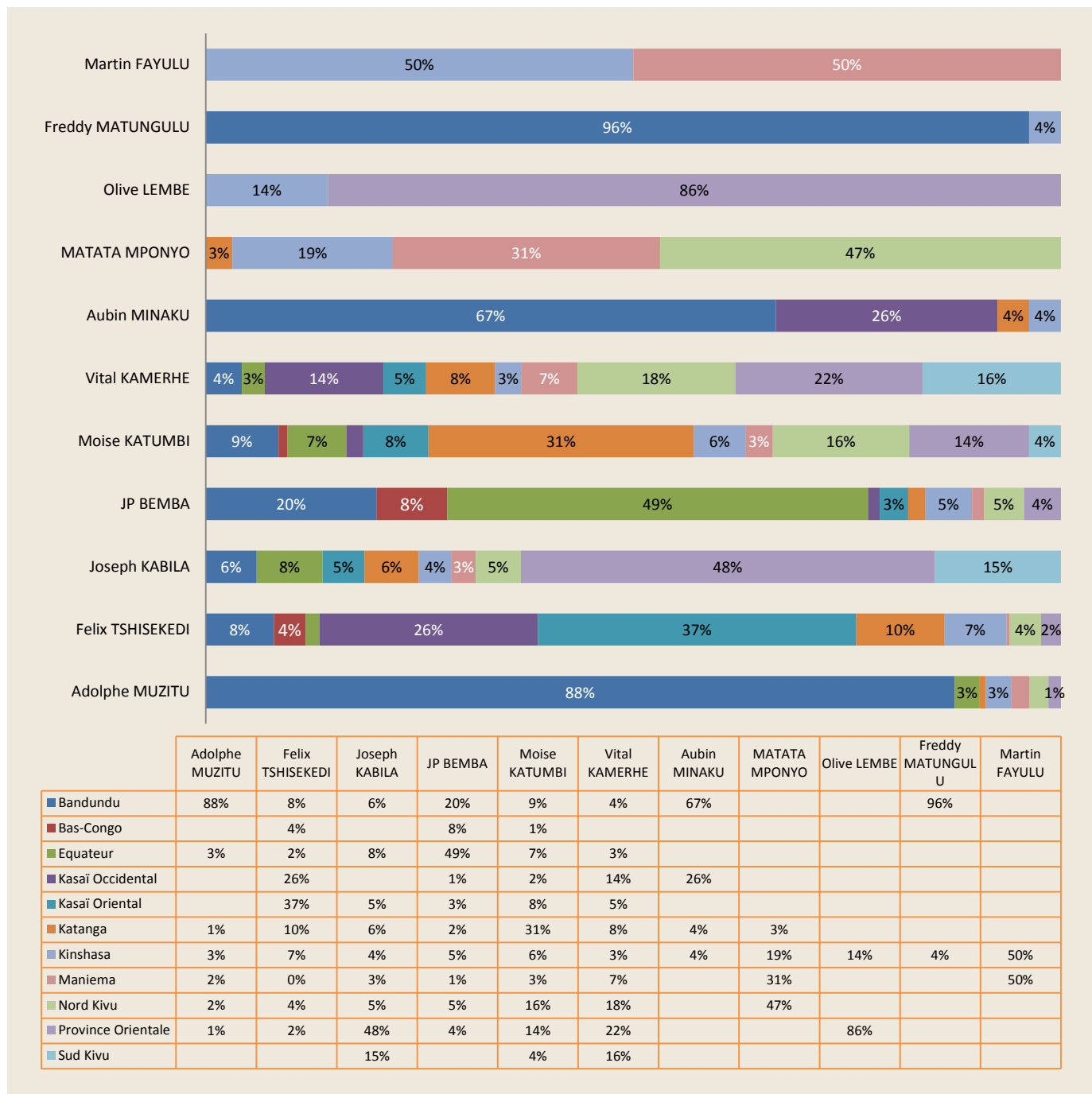
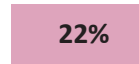
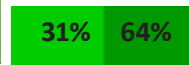
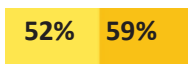
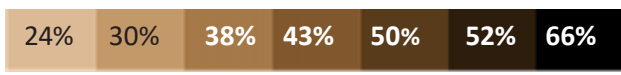
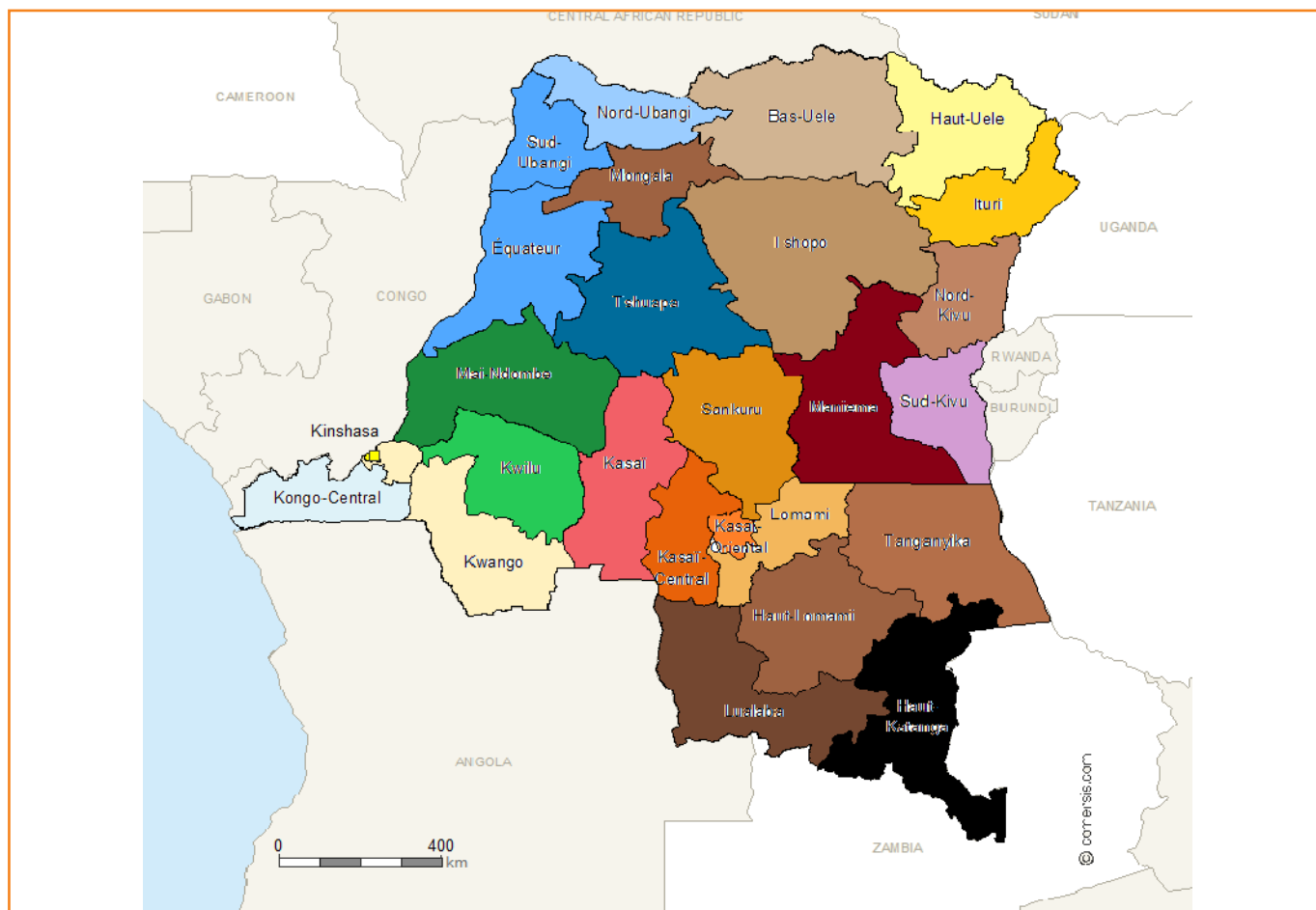


FIGURE 4 | CARTOGRAPHIE DES CANDIDATS POTENTIELS PREFERES DANS LES 26 PROVINCES



La course aux Législatives

Les élections législatives sont encore plus difficiles à anticiper, car la nouvelle loi électorale adoptée en janvier 2018 oblige les parties à obtenir 1% de tous les votes législatifs à l'échelle nationale afin de remporter des sièges au Parlement. Ce seuil aurait eu pour conséquence la disqualification de la plupart des partis actuellement dans l'Assemblée nationale, réduisant leur nombre de 98 à 21. En outre, un sondage national ne peut pas reproduire la course pour les sièges dans les 181 différentes circonscriptions à travers le pays. La question sur les élections législatives était une question ouverte : si les élections ont lieu dimanche prochain, pour quel parti politique voteriez-vous ? Les répondants pouvaient alors fournir le nom de n'importe quel parti, ce qui a donné lieu à 163 partis/alliances politiques cités pour les élections législatives. Seulement 13 sur 163 partis cités (sur 599 partis officiellement enregistrés) ont atteint le seuil de 1% dans le sondage national et le MLC enregistre la plus grande progression avec 5 points comparé à février 2018

Les partis politiques ayant atteint le seuil de 1%

1. UDPS/ Felix Tshisekedi	(20%)	Opposition
2. MLC/ Jean-Pierre Bemba	(17%)	Opposition
3. PPRD/ Emmanuel Ramazani	(11%)	Majorité
4. UNC/Vital Kamerhe	(9%)	Opposition
5. PALU /Antoine Gizenga	(6%)	Majorité
6. ARC/ Olivier Kamitatu Etsu	(3%)	Opposition
7. UNDADEF /Christian Mwando	(3%)	Opposition
8. UNAFEC/Kyungu wa Kumwanza	(3%)	Opposition
9. ATD/Alphonse Benza Kongawi	(1,4%)	?????????
10. AFDC / Tshisumpa Tshakatumba	(1,2%)	Majorité
11. Envol/ Delly Sessanga	(1,1%)	Opposition
12. AADI/ Davin Luyeye Makokoto	(1,1%)	Opposition
13. AAC/ Christelle Mputu Baata	(1,1%)	?????????
Total	(78%)	Plus de 1%
Sous- total 1	(57%)	Opposition
Sous-total 2	(21%)	Majorité et al
Total autres	(22%)	Moins de 1%

Au total, les partis de l'opposition – – bien que ce label dans le contexte politique actuel volatile ne soit pas clair--recueillerait environ 58% du vote législatif, tandis que la coalition au pouvoir actuelle obtiendrait environ 22%. Berci/GEC n'a pas pu déterminer l'affiliation de nombreux partis, dont la plupart ne seraient pas susceptibles de franchir le seuil de 1%.

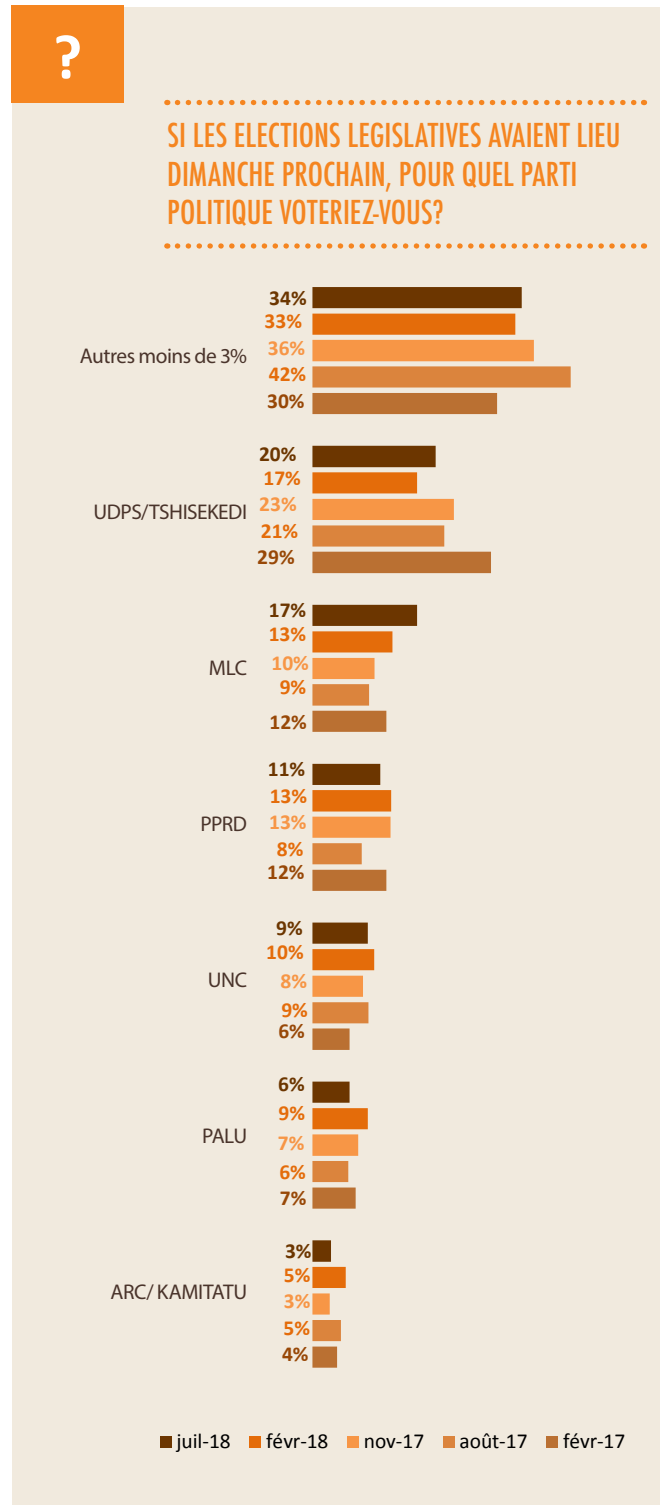
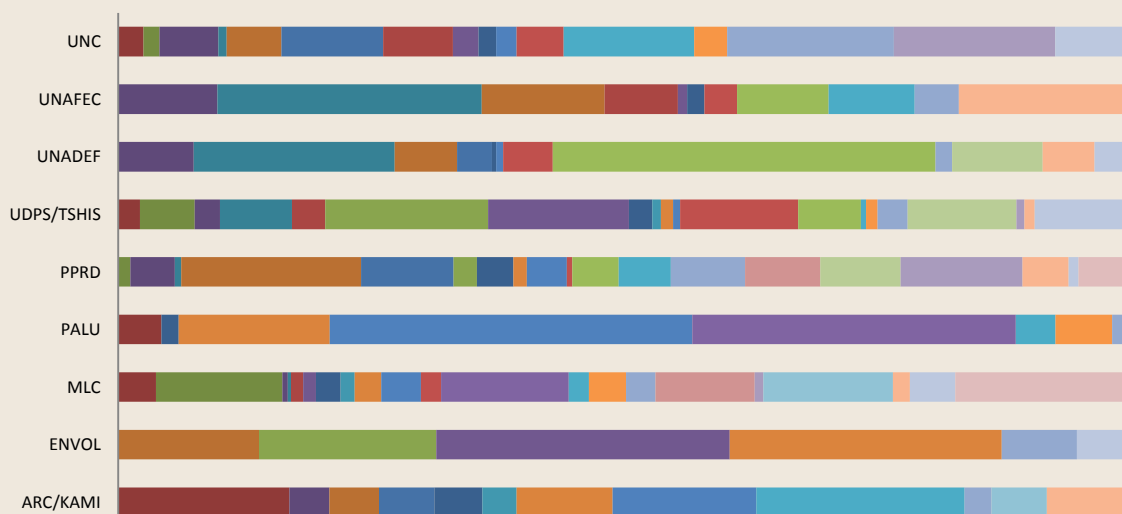


FIGURE 5 | DISTRIBUTION DES INTENTIONS DE VOTE DES PRINCIPAUX PARTIS DANS LES 26 PROVINCES (%)

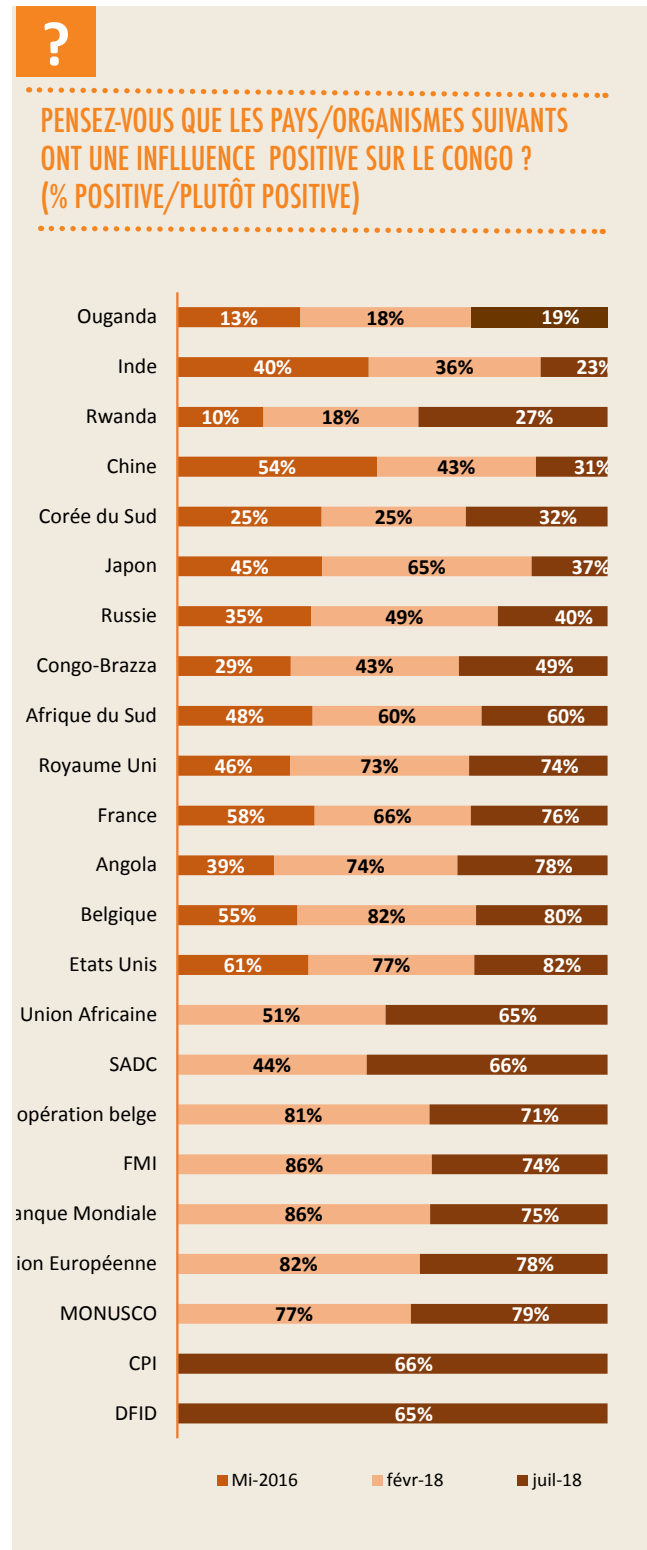
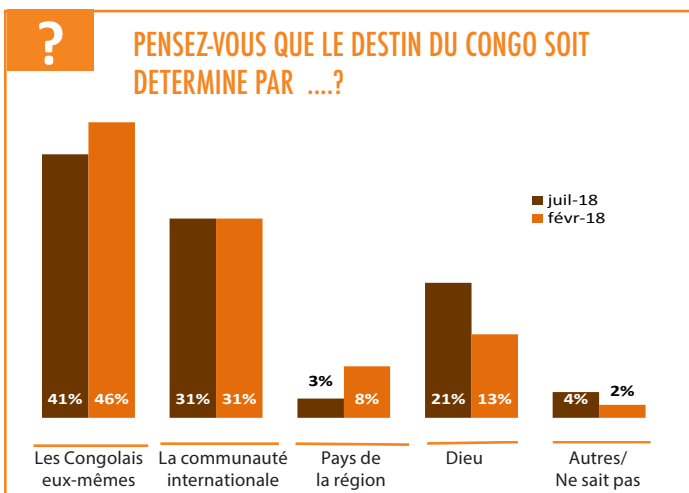


	ARC/KAMI	ENVOL	MLC	PALU	PPRD	UDPS/TSHIS	UNADEF	UNAFEC	UNC
Bas Uele	12%		19%	5%		12%			5%
Equateur			64%		3%	30%			3%
Haut Katanga	3%		3%		11%	14%	8%	8%	11%
Haut Lomami			2%		2%	40%	22%	22%	2%
Haut Uele	3%	3%			45%		7%	10%	10%
Ituri	4%				23%		4%		19%
Kasai			6%			18%		6%	13%
Kasai Central		4%			6%	90%			
Kasai Oriental		7%	6%			78%		1%	5%
Kinshasa	3%		12%	2%	9%	13%	0%	1%	3%
Kongo Central	2%		7%			5%			
Kwango	7%	7%	13%	17%	3%	7%			
Kwilu	10%		20%	40%	10%	4%	1%		4%
Lomami			10%		1%	65%	5%	3%	9%
Lualaba					12%	35%	42%	8%	
Maindombe			64%	36%					
Maniema	14%		10%	4%	13%	3%		7%	25%
Mongala			19%	6%		6%			6%
Nord Kivu	2%	2%	15%	2%	19%	17%	2%	4%	31%
Nord Ubangi			50%		19%				
Sankuru					20%	60%	10%		
Sud Kivu			4%		30%	4%			30%
Sud Ubangi	4%		65%						
Tanganika	6%		9%		11%	6%	6%	14%	
Tshopo		1%	23%		3%	52%	4%		14%
Tshuapa			88%		13%				

Engagement International

Influence Régionale

Au cours des deux dernières années, les pays de la région ont exercé des pressions à des degrés divers sur Kabila pour qu'il se conforme à l'accord de la Saint Sylvestre de 2016, pour qu'il quitte le pouvoir et pour qu'il organise des élections. Plus récemment, les membres du Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ont réitéré dans leur communiqué conjoint du 19 juillet que « l'application effective, rapide et sincère de l'accord de décembre, y compris les mesures de confiance de l'accord, ainsi que le respect des droits fondamentaux et le calendrier électoral, sont indispensables pour une paix et un processus électoral crédible, une transition démocratique du pouvoir, la paix et la stabilité de la République démocratique du Congo. ». Cependant, pour la plupart des proches de Kabila, la pression régionale semble hypocrite, car la plupart des pays d'Afrique centrale ont réussi à changer ou à interpréter leur Constitution pour rester au pouvoir. Paradoxalement, notre sondage indique que seulement 3%, des répondants pensent que le destin du Congo est déterminé par les « pays voisins ou régionaux » 31% par la communauté internationale, et 41% par les Congolais eux-mêmes (les mêmes pourcentages qu'en février). L'Angola, qui a joué le rôle principal dans la pression sur Kabila, a doublé son score de popularité parmi les Congolais depuis 2016 et est considéré maintenant par ceux-ci comme un pays ayant une influence positive sur le Congo au même titre que la France ou le Royaume-Uni. Les pays étrangers les plus populaires sont les États-Unis (82 %), suivi par la Belgique (80%), et l'Ouganda remplace le Rwanda comme le pays le moins populaire avec 19%.





Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERICI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERICI à but non lucratif sont coordonnés conjointement par la fondation BERICI ASBL.



Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'historique et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :

Bureau d'Études de Recherche et de Consulting International

480, avenue Kasāï, Kinshasa
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du
Congo

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543 New York,
NY 10003

www.cic.nyu.edu

 [@GEC_CRG](https://twitter.com/GEC_CRG)

www.congoresearchgroup.org